



**SNI**  
Nord-Est

www.groupesni.fr

an<sup>o</sup> record : 59-2010-00077

**DIRECTION, SERVICE DEVELOPPEMENT**

**Direction Départementale des  
Territoires et de la Mer du Nord  
Mission Inter Services de l'Eau  
44 rue de Tournai  
59000 LILLE**

A l'attention de Mme GUILLEMOT

Dossier N° : 0467.10/PB/mpm  
Suivi par : Pascal BIECHELE  
Tél. : 03 87 39 30 20  
Objet : LOMME – Ex Ercat  
Dépôt du dossier de déclaration au titre de  
la « loi sur l'eau » (art. L.214-1 à L.214-3)

Metz, le **11 MAI 2010**

Madame,

Je vous prie de trouver ci-joint en trois exemplaires, le dossier de déclaration au titre de la «Loi sur l'eau » pour le projet d'aménagement ERCAT à Lomme (Lille-59).

Nous nous tenons à votre disposition pour tout complément d'information.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées.

Pascal BIECHELE  
Responsable du Service Développement.

**SPE/REÇU le**

**11 MAI 2010**

**N° 262**

Dépôt du dossier



PREFECTURE DU NORD

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION  
CONCERNANT  
AMENAGEMENT DU SITE ERCAT A LOMME**

**COMMUNE DE LOMME**

**DOSSIER N° 59-2010-00077**

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS  
LE PRÉFET DU NORD  
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DE LA LÉGION D'HONNEUR  
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

**ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS  
N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.**

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de dossier de déclaration déposé le 11/05/2010 au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet, présenté par GROUPE SNI NORD EST, enregistré sous le n° 59-2010-00077 et relatif à l'aménagement du site ERCAT à LOMME ;

**donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :**

**GROUPE SNI NORD EST  
4 rue Saint Charles - BP 90046 – 57014 METZ cedex 01**

concernant **L'AMENAGEMENT DU SITE ERCAT**, dont la réalisation est prévue dans la commune de LOMME.

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

.../...

**Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 11 juillet 2010**, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

**Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai**, il s'exposerait à une amende pour une contravention de 5ème classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, le montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copie de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de LOMME où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent à compter de la date de son affichage à la mairie de la commune de LOMME par les tiers dans un délai de quatre ans dans les conditions définies à l'article L. 514-6 du code de l'environnement.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

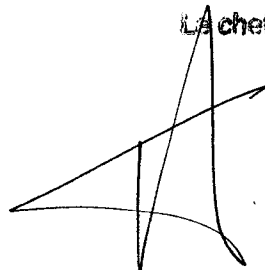
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

LILLE, le 18 MAI 2010

Pour le Préfet et par délégation,

Le chef du service Eau-Environnement



Didier ROUSSEL

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat.



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement  
Cellule police de l'eau  
secteur Nord

GROUPE SNI NORD EST

4, rue Saint Charles  
BP 90046

57014 METZ cedex 1

44 rue de Tournai - BP 289  
59019 LILLE cedex

Dossier suivi par :  
Céline GUILLEMOT

Mèl : celine.guillemot@nord.gouv.fr

Tél. : 03.20.96.41.51  
Fax : 03.20.96.41.39

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :

**Aménagement du site ERCAT à LOMME**  
**Accord sur dossier de déclaration**

Refer : Dossier 59-2010-00077 – DL/CG/LB N° *312* /PE nord

LILLE, le

**15 JUIN 2010**

Monsieur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant l'opération « **AMENAGEMENT DU SITE ERCAT A LOMME** » pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 18/05/2010, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. Dès lors, **vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**

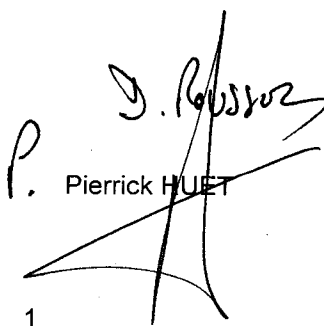
Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de LOMME pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du NORD durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai de quatre ans dans les conditions définies à l'article R. 421-1 du code de justice administrative à compter de la date d'affichage en mairie.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'assurance de mes sentiments distingués.

Pour le Préfet et par délégation,

le Directeur adjoint,

  
P. Pierrick HUET



## PRÉFET DU NORD

Direction départementale  
des territoires et de la mer

Service eau environnement  
Cellule police de l'eau  
secteur Nord

Monsieur le Maire de la commune de LOMME

72, avenue de la République

59160 LOMME

44 rue de Tournai - BP 289

59019 LILLE cedex

Dossier suivi par :  
Céline GUILLEMOT

Tél. : 03.20.96.41.51  
Fax : 03.20.96.41.39

Mèl : celine.guillemot@nord.gouv.fr

Objet : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de  
l'environnement : **Aménagement du site ERCAT à LOMME**

Refer : dossier 59-2010-00077 – DL/CG/LB N° *313* /PE Nord

LILLE, le

**15 JUIN 2010**

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par GROUPE SNI NORD EST en date du 11/05/2010 concernant l'opération suivante :

### **AMENAGEMENT DU SITE ERCAT A LOMME.**

Vous trouverez également pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

Po/ Pour le Préfet et par délégation,  
Le Directeur adjoint,

*D. LEROUX*

Pierrick HUET

PJ : dossier  
copies du récépissé de déclaration  
et du courrier d'accord